



## Décryptage. Que donnerait la « taxe chien » en France, inspirée du modèle allemand ?

Chez nos voisins allemands, les propriétaires de chien doivent s'acquitter d'une taxe. Cet impôt, mis en place depuis plusieurs siècles, rapporte des millions d'euros au pays chaque année. Une mesure qui pourrait inspirer la France ? Pour profiter de son animal à quatre pattes comme ces adorables golden retriever, il faut déboursier une centaine d'euros par an en impôts en Allemagne. Photo d'illustration Canva

Cette mesure appliquée en Allemagne pourrait bien donner des idées au gouvernement de Michel Barnier, en quête de solutions pour renflouer les caisses de l'État. De l'autre côté du Rhin, les Allemands propriétaires d'un chien doivent s'acquitter d'une taxe dès les trois mois de leur animal de compagnie. Un impôt qui rapporte gros, puisqu'en 2023, l'État fédéral allemand a engendré 421 millions d'euros en 2023, soit 1,6 % de plus en comparaison à 2022. Mais surtout, les recettes ont progressé de 40 % en 10 ans. De 120 à 1 000 euros par an

Chaque commune fixe le montant de l'impôt. Les habitants de Berlin devront déboursier 120 euros par an pour un chien et 180 euros s'ils en ont deux. C'est un peu moins à Hambourg, 90 euros par chien, rapporte le site allemand Tarifcheck. Le prix dépend également de la race : les pitbulls, rottweilers, chiens de combats ou chiens ayant déjà mordu coûtent plus cher, environ 600 euros annuels à Hambourg et jusqu'à 1 000 euros dans la capitale, en contrepartie d'une médaille ou d'un certificat justifiant l'impôt réglé. Quelques exceptions échappent à cette règle : les chiens guides d'aveugle, les chiens d'élevage ou les personnes à faibles ressources.

Mise en place au début du XIXe siècle, cette taxe a pour but notamment de responsabiliser son propriétaire. C'est aussi une façon de participer aux coûts que peuvent engendrer ces animaux pour une commune (nettoyage des besoins, parc à chiens, etc). Elle n'est appliquée qu'aux chiens, les propriétaires de chats, de rongeur, d'oiseaux ou de tout autre animal domestique ne sont pas concernés.

Un risque d'abandon et de recul des adoptions

Et si cette taxe était appliquée en France, combien rapporterait-elle ? L'Inad (Identification des carnivores domestiques) comptabilise environ 9,9 millions de chiens en France en 2024. En se basant sur une taxe de 100 euros annuelle (prix moyen de la taxe payée en Allemagne), cela permettrait à l'État d'engendrer... près d'un milliard d'euros.

Une idée tentante pour le gouvernement Barnier ? Si cet impôt est intégré depuis longtemps pour les Allemands, en réalité, une telle mesure serait probablement très impopulaire en France. Environ 30 % des foyers ont un chien. Et posséder un berger australien ou un golden retriever a un coût. Entre la nourriture, les soins, les jouets et autres gâteries, les propriétaires d'animaux déboursent 107 euros par mois en moyenne en produits animaliers, soit 1 284 euros par an, selon une enquête OpinionWay pour Bonial (\*).

Une mesure que ne défendraient pas non plus les associations de protections des animaux, craignant une hausse des abandons des propriétaires ne pouvant pas s'acquitter de cet impôt, ainsi qu'un recul des adoptions, notamment pour les animaux de race « dangereuse ».\*

Étude OpinionWay pour Bonial menée du 18 au 19 septembre 2024 auprès d'un échantillon de 1 061 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

0 commentaire

Commenter cet article